

SAS MOUZON ENERGIES

PIECES JUSTIFICATIVES COMPLEMENTAIRES

ANNEXE 8

PREUVE DE DECLARATION 2018

DECLARATION INITIALE
D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION N° 15271*02
Article R512-47 du code de l'environnement

1- DECLARANT

☒ **Personne morale** ☐ **Personne physique** : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Raison sociale ou nom et prénoms pour une personne physique

Forme juridique N° SIRET

Pour une personne morale

Le cas échéant

Adresse

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Pays, si le déclarant réside à l'étranger

Province ou région étrangère

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Signataire de la déclaration (pour une personne morale)

Nom Prénoms

Qualité

2- INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION

N° SIRET

Enseigne ou nom usuel du site

Adresse de l'installation : ☐ identique à celle du déclarant (mentionnée ci-dessus)

Si différente :

N° et voie ou lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Commune

Téléphone Portable Fax (facultatif)

Courriel

Description générale de l'installation (présentation de l'activité exercée sur le site...) :

Le Gaec du Mouzon est dans une démarche de diversification de son activité depuis 3 ans, cela se concrétise par la mise en place d'une unité de méthanisation par la SAS Mouzon Énergies,

Le projet qui a déjà fait l'objet en 2017 d'une autorisation administrative pour une installation sur la commune de Vaudrecourt

Les dernières réformes qui favorisent l'injection du biométhane dans le réseau de gaz naturel ont poussé le porteur du projet à s'orienter vers cette nouvelle technologie. Cette dernière implique un changement du lieu d'implantation pour se rapprocher d'une canalisation existante objet de cette nouvelle demande.

Le nouveau site se situe entre les 2 sites agricoles que le GAEC du Mouzon exploite

Cette installation de méthanisation permettra la production de biogaz à partir d'effluents d'élevage (lisier, fumier,...), de matières végétales (issues de céréales, tonte et herbe, pulpes de betteraves, déchets de légumes,...), et éventuellement tout autre élément entrant dans la liste exhaustive des installations de méthanisation sous la rubrique 2781-1

Le biogaz après épuration sera intégralement injecté dans le réseau de transport de GRT GAZ par intermédiaire d'un poste de livraison.

Le poste de livraison va faire l'objet d'une demande d'autorisation spécifique auprès de la DREAL. GRT Gaz sera en charge de ce dossier, l'implantation proposée a été réalisé avec les services de GRT GAZ et tient compte des Bande Servitudes et de la distances d'effet de la canalisation GRTGaz existante.

Le digestat issu de l'installation de méthanisation servira à la fertilisation des terres agricoles situées à proximité. La méthanisation conserve l'azote, le potassium et le phosphore des matières entrantes, ce qui fournira dans ce projet un digestat avec des concentrations intéressantes.

L'installation de méthanisation est située :

En dehors de tout le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine,

A plus de 100 m des habitations de tiers les plus proches, ainsi que des stades, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, et établissements recevant du public autre que ceux en lien avec la collecte des déchets,

A plus de 35 mètres de tout cours d'eau, puits et forages, sources, aqueducs en écoulement libre, installation souterraine ou semi enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires,

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Joindre une note précisant l'interaction ("connexité") de la nouvelle installation avec les installations existantes.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : ☐ Oui ☒ Non

- une installation classée relevant du régime de déclaration : ☐ Oui ☒ Non

3- IMPLANTATION DE L'INSTALLATION

3-1 CADASTRE ET PLANS

L'installation est implantée sur le territoire de plusieurs départements :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est implantée sur le territoire de plusieurs communes :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser les noms des communes concernées :

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- **Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m,**
- **Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum,** accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

3-2 PERMIS DE CONSTRUIRE

La mise en œuvre de l'installation nécessite un **permis de construire** :

☒ Oui ☐ Non

Si oui, le déclarant s'engage à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il adresse la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

4 – NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

Numéro de la rubrique	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2781	1-c	Méthanisation de déchets non dangereux ou matière	29	t/j	DC

Les rubriques de la nomenclature des installations classées sont consultables sur le site internet AIDA : <http://www.ineris.fr/aida>

Commentaires (notamment, pour les rubriques de la nomenclature des installations classées dont la capacité est exprimée en « équivalent », préciser le détail des calculs) :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

5 – PRESENTATION DES MODES D'EXPLOITATION

5 - 1 MODES ET CONDITIONS D'UTILISATION, D'EPURATION ET D'EVACUATION DES EAUX RESIDUAIRES, EFFLUENTS ET DES EMANATIONS DE TOUTE NATURE

a) Prélèvement d'eau pour l'exploitation de l'installation classée :

☒ Oui ☐ Non

Si oui, préciser le ou les modes de prélèvement de l'eau :

- | | | |
|---|---|---------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> réseau public de distribution d'eau : | volume maximum annuel en m ³ : | <div>70</div> |
| <input type="checkbox"/> milieu naturel (hors forage souterrain) : | volume maximum annuel en m ³ : | <div></div> |
| <input type="checkbox"/> forage souterrain : | volume maximum annuel en m ³ : | <div></div> |
| <input type="checkbox"/> de plus de 10 mètres de profondeur | | |
| <input type="checkbox"/> autres, préciser : | | |

b) Rejet d'eaux résiduelles issues de l'exploitation de l'installation classée :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser :

Origine et nature des eaux résiduelles :

Exutoire des eaux résiduaires :

- ☐ réseau d'assainissement collectif avec station d'épuration
☐ milieu naturel ou réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration

s'il y a traitement (ou pré-traitement) sur site des eaux résiduaires avant rejet, préciser le traitement :

volume maximum annuel rejeté dans le milieu naturel en m³ :

Autres commentaires sur les rejets d'eaux résiduaires :

c) Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, préciser :

Origine et nature des matières épandues :

Le digestat provient du procédé de méthanisation qui traitera principalement les effluents d'élevage.
Un nouveau plan d'épandage spécifique est en cours d'élaboration par la chambre d'agriculture

Îlots PAC² faisant partie du plan d'épandage (pour chaque exploitant et/ou prêteur, préciser son nom, son numéro PACAGE³ et les numéros d'îlots correspondants) :

1, Gaec du Mozuon, de 1 à 86

Surface totale du plan d'épandage en ha (calculée sur la base de la SAU⁴) :

418.39

Q : Quantité d'azote épandue inscrite au plan d'épandage (en kg N)

12440

A1 : dont épandue sur les terres de l'exploitation (kg N)

12440

A2 : dont épandue sur les terres mises à disposition par un tiers (kg N)

0

B1 : dont produite sur l'installation (kg N)

12440

B2 : dont provenant de tiers (kg N)

0

(A1+A2 = Q)

Capacité de stockage des matières épandues (en mois) :

8

d) Rejets à l'atmosphère (fumées, gaz, poussières, odeurs...) :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser :

Origine et nature des rejets :

² PAC : Politique agricole commune

³ Numéro PACAGE : il s'agit du numéro d'identification attribué à tout exploitant agricole pour sa déclaration PAC

⁴ SAU : Surface agricole utile

S'il y a des dispositifs de captation ou de traitement sur site avant rejet, préciser :

Autres commentaires sur les rejets à l'atmosphère :

5 - 2 ELIMINATION DES DECHETS ET RESIDUS DE L'EXPLOITATION

Types de déchets et résidus issus de l'exploitation et filière de valorisation ou élimination (préciser) :

Huiles usagées de cogénération,
Charbon actif usagé : régénération en centre spécialisé
Il faut également prévoir la production d'autre déchets en faible quantité: pneu usagés, filtres à huile, piles, divers encombrants, emballages etc ...
ils seront éliminés dans des filières spécialisées selon leur nature et leur dangerosité

Collecte des déchets par le service public de gestion des déchets :

☒ Oui ☐ Non

5 - 3 DISPOSITIONS PREVUES EN CAS DE SINISTRE

Capacité en eau pour la lutte contre l'incendie :

☐ Prise d'eau sur le réseau incendie public

☒ Autre (préciser) :

réserve incendie de 120 m3

Autres moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant (préciser) :

aucun

6 – DEMANDE D'AGREMENT DE L'EXPLOITANT D'UNE INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DECHETS en application de l'article L541-22 du code de l'environnement

Il s'agit d'une installation classée de **traitement de déchets (hors collecte⁵ des déchets)** soumise à déclaration et nécessitant un **agrément** en application de l'article L541-22 du code de l'environnement (valorisation de déchets d'emballage...) : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser :

[illegible]

Commentaires (préciser notamment le ou les types d'agréments de traitement de déchets demandés) :

[illegible]

⁵ Rappel : Les agréments autres que ceux relatifs au traitement de déchets et nécessaires en application de l'article L541-22 (collecteurs de déchets de pneumatiques, collecteurs d'huiles usagées...) ne sont pas gérés par la présente déclaration.

7 – NATURA 2000

En référence notamment :

- aux rubriques de la nomenclature précisées au point 4 ci-dessus
- et aux listes mentionnées au III de l'article L414-4 du code de l'environnement (liste nationale ou listes locales définies par arrêtés préfectoraux),

le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :

☒ Oui ☐ Non

Si oui, joindre votre évaluation des incidences Natura 2000.

8 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Le déclarant confirme qu'il a pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des **éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.**

Demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation :

☐ Oui ☒ Non

Si oui, joindre votre demande de modification.

Fait à

le

27/02/2018

Signature du déclarant